

## MAITRISE DES RISQUES AUX ABORDS DE L'EAU

### INSTRUCTION N°23



**CSNE**

Marché cible : AMO-COP  
Marché source : AMO-COP

Niveau de confidentialité : Restreint  
Classe du document : Pour approbation  
Date de mise à jour : 23/05/2023

Émetteur	Marché cible	Secteur	Phase	Classement	Domaine	Ouvrage	Type doc	Num.	Ind.
SETE	M001	T	B	QSSE	SECU	CSNE_	INST	0023-00	A

### TABLE DES RÉVISIONS

Ind.	Date	Raison d'émission de version	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur interne
A01	28/10/2022	Emission de l'instruction	MDJ	LDI	
A02	06/04/2023	Prise en compte des commentaires du MOA	MDJ	LDI	
A03	23/05/2023	Prise en compte des commentaires du MOA	MDJ	LDI	

*Ce document nécessite le VISA d'approbation du MOA :*

Indice de version	Vérification MOA par :	Approbation MOA par :	VISA approbateur MOA :
A	JC. MARZIN	JC. MARZIN	JC. MARZIN

## TABLE DE DIFFUSIONS

Entités	Destinataires	Copies
Cette instruction est diffusée à l'ensemble des prestataires CSNE		

## RÉFÉRENCE DU DOCUMENT PROPRE À L'ÉMETTEUR (RÉFÉRENCE EXTERNE)

--

## SOMMAIRE

<b>A. GENERALITES .....</b>	<b>4</b>
A.1. OBJET DU DOCUMENT .....	4
A.2. PERIMETRE D'APPLICATION .....	4
A.3. RESPONSABILITES D'ELABORATION DE L'INSTRUCTION .....	4
A.4. SOURCES .....	4
A.5. DEFINITIONS .....	4
<b>B. CONDITIONS DE CIRCULATION .....</b>	<b>5</b>
B.1. RESPONSABILITES DES ENTREPRISES .....	5
B.2. CIRCULATION SUR LES CHEMINS DE HALAGE .....	5
B.2.1. Circulation en véhicule : .....	5
B.2.2. Circulation à pied (les visiteurs) : .....	5
B.3. AUTORISATION DE CIRCULATION .....	6
B.3.1. Attribution des autorisations .....	6
B.3.1.1. Autorisation à titre individuel .....	6
B.3.1.2. Autorisation dans le cas des entreprises de travaux .....	7
B.3.2. Logigramme de demande des autorisations .....	8
<b>C. TRAVAUX AUX ABORDS DE L'EAU .....</b>	<b>9</b>
C.1.1. mesures de prévention .....	9
C.1.1.1. Mesures réglementaires .....	9
C.1.1.2. Mesures particulières .....	9
C.1.2. Formation .....	10
<b>D. ANALYSE DES RISQUES .....</b>	<b>11</b>

## A. GÉNÉRALITÉS

### A.1. OBJET DU DOCUMENT

La présente instruction a pour objectif de cadrer la maîtrise des risques relatives à la circulation et aux travaux réalisés à proximité de cours d'eau en lien avec les consignes de l'exploitant dans le cadre du projet SCSNE. L'instruction informe sur les règles à respecter.

Elle s'intègre dans la démarche de prévention de la SCSNE, en accord avec le **Schéma Directeur de la prévention**.

### A.2. PERIMETRE D'APPLICATION

La présente instruction s'applique à tous les acteurs du projet Canal Seine Nord-Europe et sur l'ensemble du périmètre géographique du CSNE à proximité de cours d'eau. Elle peut être mise à jour en fonction de l'avancement du projet.

### A.3. RESPONSABILITES D'ELABORATION DE L'INSTRUCTION

Cette instruction est élaborée par le Responsable QSSE de l'AMO-COP et soumise à l'approbation du Directeur QHSE de la SCSNE. Ses mises à jour seront réalisées par ce dernier.

### A.4. SOURCES

Différents documents ont été utilisés pour établir cette instruction et notamment :

- > Le RGPNI section 3 : Règlement de police de la circulation sur les dépendances du domaine public fluvial
- > L'instruction interne relative à la sécurité des chantiers réalisés sur le domaine confié à VNF, 2013
- > La Circulaire technique Sécurité des chantiers, VNF
- > Le code du travail
- > Le Guide de sécurité des travaux nautiques de la TRAMAF

### A.5. DEFINITIONS

- > MOA : Maître d'ouvrage
- > MOE : Maître d'œuvre
- > SCSNE : Société du Canal Seine-Nord Europe
- > VNF : Voies Navigables de France
- > SDPR : Schéma Directeur de la Prévention

## B. CONDITIONS DE CIRCULATION

### B.1. RESPONSABILITÉS DES ENTREPRISES

Les Entreprises qui interviennent sur le projet CSNE sont informées de la présence des risques aux abords de l'eau dès la phase de consultation, dans les pièces du marché : le cahier des charges, le SDPR, les PGCSPS et la présente instruction. Elles prennent les dispositions et les mesures de prévention nécessaires contre ces risques, pour assurer en permanence leurs maîtrises sur les chantiers, pour toute intervention sur et à côté du domaine public fluvial en accord avec la réglementation et les prescriptions spécifique de VNF en vigueur.

Pour rappel et conformément aux articles L 4121-1 à L 4121-3 du code du travail, « *l'employeur a la responsabilité de la sécurité et de la santé de ses employés et doit mettre en œuvre des mesures de prévention des risques pour assurer la sécurité et la protection de ses employés* ».

### B.2. CIRCULATION SUR LES CHEMINS DE HALAGE

Par définition, les chemins de halage sont des ouvrages qui font partie du domaine public fluvial constitués de canaux, ouvrages divers, lacs et rivières appartenant à l'Etat. Ce sont des chemins dégagés et mis hors d'eau qui longent de près des berges des voies d'eau navigables. Ils sont établis à l'usage de la navigation et des agents de service de la navigation quelque soit le mode de déplacement.

#### B.2.1. CIRCULATION EN VÉHICULE :

La circulation en véhicule sur les chemins de services est conditionnée par une autorisation de circulation et doit s'effectuer :

- de jour obligatoirement,
- avec à minima les deux fenêtres ouvertes (en tout temps et toute saison),
- avec la ceinture de sécurité attachée,
- avec les sacs et objets personnels rangés dans le coffre,
- la vitesse est limitée à 15 km/h.

**La circulation de nuit et par temps de pluie est interdite.**

**La circulation sur les chemins de halage fermés est interdite.**

#### B.2.2. CIRCULATION A PIED (LES VISITEURS) :

Les visiteurs ne peuvent emprunter les zones de halage qu'à la condition de circuler à pied et doivent rester à plus de 2 mètres du bord de la zone des travaux.

## B.3. AUTORISATION DE CIRCULATION

L'article 4241-68 à 70 du code des transports fixe les règles de circulation sur les chemins de service.

Sur le projet SCSNE, ces chemins de service sont soumis à autorisations qui sont délivrées par :

- la direction de secteur pour les marchés en gestion directe par la SCSNE (ex. marchés de MOE, CSPS, acquisitions de données...) ;
- les mandataires des entreprises en charge des travaux pour les véhicules et agents intervenant pour le compte de ces travaux.

### B.3.1. ATTRIBUTION DES AUTORISATIONS

#### *B.3.1.1. Autorisation à titre individuel*

L'autorisation de circulation et une vignette avec le nombre désignant l'année sont **délivrées à titre individuel**. Elles peuvent être attribuées :

- **A un véhicule**, dans ce cas :
  - o les champs « Marque, modèle et immatriculation » sont alors obligatoirement renseignés,
  - o l'autorisation est alors valable pour tout conducteur du véhicule,
  - o la vignette doit alors être apposée sur le pare-brise avant du véhicule,
  - o lorsque les champs « Nom prénom » sont également renseignés, seul le conducteur identifié est autorisé à circuler avec le véhicule.
- **Ou à une personne**, dans ce cas :
  - o les champs « prénom et nom » sont alors renseignés : la vignette doit alors être :
    - soit apposée sur le pare-brise du véhicule de la personne,
    - soit présentée sur le tableau de bord, visible de l'extérieur sur un support plastifié (la délivrance de ces vignettes sur support plastifiée est assurée exclusivement par la SCSNE).



Vignette à apposer sur le pare-brise



## AUTORISATION DE CIRCULER

En application de l'article 4241-68 du code des transports\*,  
la Société du Canal Seine-Nord Europe autorise :

☐ Le véhicule

(marque) ..... (modèle) .....

(immatriculation) .....

☐ Madame / Monsieur

(prénom) ..... (nom) .....

à circuler et stationner sur les chemins de halage des rivières Oise et Aisne,  
du canal latéral à l'Oise, du canal du Nord et du canal de la Sensée pour les besoins  
du chantier du Canal Seine-Nord Europe.

Autorisation délivrée dans le cadre du chantier (n° du marché) .....

(nom du marché) .....

Autorisation valable jusqu'au 31 décembre 202 .....



Date : ..... / ..... / 202 .....

Signature :

\* ARTICLE R. 4241-68 C. TRANSPORTS

Sont réservées aux dispositions prévues à l'article R. 4241-19, qui ne peut émettre  
ou constater avec un véhicule sur les digues et chemins de halage des canaux, des  
affluents, des rivières et des émissaires, non plus que sur les chemins de halage et  
d'exploitation contrôlée de long des cours d'eau domaniaux appartenant à l'Etat, d'un  
voitureur d'une autorisation écrite obtenue par l'autorité gestionnaire du domaine  
dont relèvent ces digues et chemins de halage non couverts à la circulation publique.

ARTICLE R. 4241-19 C. TRANSPORTS

Sont dispensés de l'autorisation prévue à l'article R. 4241-68 :  
1° Pour les besoins de leur service, les agents de l'autorité gestionnaire du domaine  
public fluvial, les agents des services publics mentionnés à l'article L. 1 du  
code général de la propriété des personnes publiques, les personnes chargées de la  
distribution d'eau et les personnes exerçant une fonction d'entretien gérée définie  
à l'article R. 211-1 du code de la route.

Autorisation de circulation

Nota : l'autorisation de circulation est à renseigner à la main.

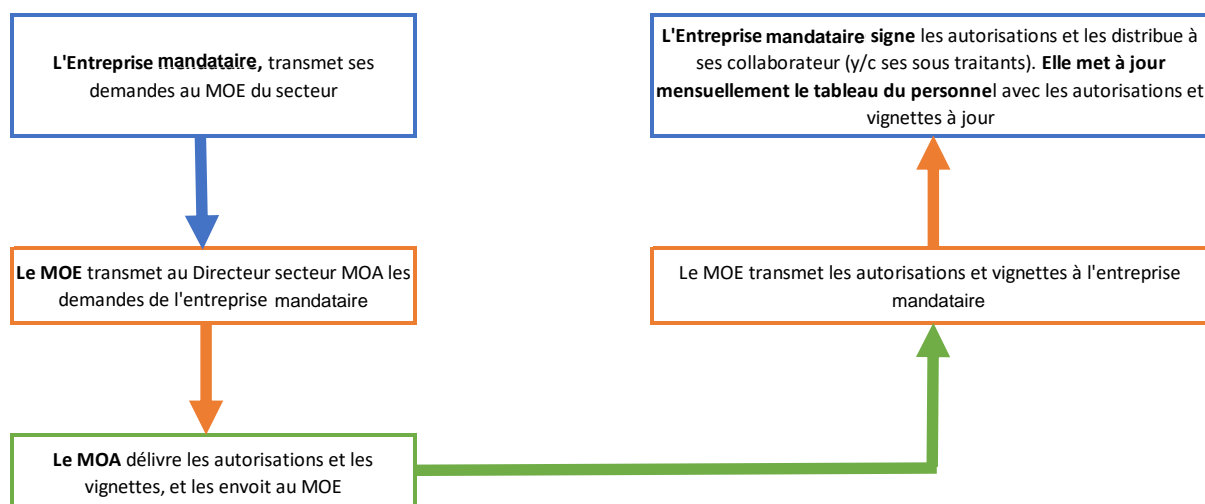
### B.3.1.2. Autorisation dans le cas des entreprises de travaux

Selon les prestations réalisées dans le cadre du projet CSNE, les effectifs sur les chantiers peuvent être importants. Dans ces cas, les demandes d'autorisations doivent être effectuées par les entreprises mandataires. Ces dernières communiquent mensuellement à la SCSNE la liste des véhicules ou personnes autorisés par leur soin.

La SCSNE délivre aux mandataires les vignettes qui sont valables jusqu'au 31 décembre de l'année indiquée. De la même manière, les mandataires délivrent, dans la limite des stocks qui leur sont confiés, les vignettes du millésime de l'année en cours.

La SCSNE se réserve le droit de délivrer des vignettes du millésime de l'année en cours ou du millésime de l'année suivante.

### B.3.2. LOGIGRAMME DE DEMANDE DES AUTORISATIONS



*Nota : Le non-respect de ces prescriptions par l'entreprise peut engendrer des sanctions conformément à l'article R4274-24 du code des transports « Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe le fait de ne pas respecter les dispositions relatives à la circulation et au stationnement sur les digues et chemins de halage et d'exploitation prévues à l'article R. 4241-68 ».*



## C. TRAVAUX AUX ABORDS DE L'EAU

Les risques à proximité des abords d'eau sont nombreux : glissade, chute, montée brusque de l'eau, noyade... Chaque entreprise intervenante doit prévoir et mettre en œuvre les mesures adéquates contre le risque de noyade pour ses salariés, ses sous-traitants et prestataires.

Il appartient à chaque entreprise de mener sa propre analyse des risques et de l'étendre auprès de ses salariés plus spécifiquement au niveau des postes de travail proche de l'eau.

La définition pour le projet CSNE de la notion « **d'abord de l'eau** » est pour tous travaux effectués au-dessus ou à moins de **4 m** d'un plan d'eau ou d'un cours d'eau, soit qui a une profondeur de plus de 1,2 m et permet l'utilisation d'une embarcation, soit dont l'eau s'écoule à plus de 0,51 m/s et peut entraîner une personne.

### C.1.1. MESURES DE PREVENTION

#### C.1.1.1. Mesures réglementaires

Au titre de l'article R4534-136 du code du travail, lorsque les travailleurs sont exposés à des risques de noyade, l'employeur prend les mesures de protections suivantes :

- **Les travailleurs** exposés sont *formés et sont munis de gilets de sauvetage*,
- Un **signal d'alarme** est prévu,
- Le cas échéant, **une barque** au moins, conduite par des marinières sachant nager et plonger, est placée en permanence auprès des postes de travail les plus dangereux. **Cette barque est équipée de protections collectives, de gaffes, de cordages et de bouées de sauvetage.** Le nombre de barques de sauvetage est en rapport avec le nombre de travailleurs exposés au risque de noyade,
- Lorsque des **travaux sont réalisés la nuit**, **des projecteurs orientables sont installés**, afin de permettre l'éclairage de la surface de l'eau, et les marinières sont munis de lampes puissantes,
- Lorsqu'un chantier fixe occupant plus de vingt travailleurs pendant plus de quinze jours est éloigné de tout poste de secours, un appareil de respiration artificielle ou tout autre dispositif ou moyen d'une efficacité au moins équivalente est placé en permanence sur le chantier.

Il est essentiel, avant de débiter, de se référer aux règlements applicables et notamment le Code du travail pour connaître les exigences requises en fonction des travaux qui seront réalisés

#### C.1.1.2. Mesures particulières

En plus des mesures réglementaires, les mesures suivantes sont applicables sur les projets CSNE. Les Entreprises peuvent les étendre selon leur propre analyse et en fonction des mesures qu'elles souhaitent mettre en place :

- Mettre en place la **signalisation** de chantier et **les protections collectives**,
- **Ne pas franchir les protections collectives** lorsqu'elles existent,

- Aménager des accès et pistes de chantier pour faciliter l'accès des secours sur le poste de travail,
- Les **personnes exposées au risque de noyade doivent savoir nager** et toujours être accompagnées d'une tierce personne (**ne jamais travailler seul**),
- Si la zone n'est pas protégée, rester à plus de 4 mètres du bord,
- Disposer d'un **gilet de sauvetage y compris dans les cabines des engins**
- Disposer dans les engins d'un dispositif pour briser les vitres / couper les ceintures
- A chaque poste de travail, une **bouée avec corde** ( *corde de longueur et diamètre de la ligne de vie = L :30m ; d :8mm*) **est présente sur la zone de travail**,
- **Anticiper la montée du niveau de l'eau** par un suivi quotidien,
- Réaliser si possible les opérations de préparation et d'intervention en dehors des abords de l'eau
- Formaliser une autorisation de conduite pour les personnels marins
- Disposer d'une trousse de secours à proximité immédiate
- Les bottes et les cuissardes sont **interdites à moins de 30 mètres d'une rive**.



### C.1.2. FORMATION

L'employeur organise et dispense une formation de ses salariés sur les risques pour la santé et la sécurité et les mesures prises pour y remédier, ainsi qu'une formation pratique à la sécurité.

Cette formation sur le risque noyade doit être renouvelée autant que possible.

Les salariés sont formés à l'utilisation du gilet de sauvetage et de la bouée de sauvetage, ainsi qu'aux gestes de sécurité à adopter lorsqu'on tombe dans l'eau ou lorsqu'une personne doit être sauvée.

Les sauveteurs doivent être formés aux premiers gestes de secours et soins.

Les procédures de sauvetage et les consignes de sécurité doivent régulièrement être rappelées lors :

- de l'accueil sécurité,
- de l'accueil renforcé sur le risque noyade
- des réunions,
- des prises de poste et debriefing.

## D. ANALYSE DES RISQUES

L'analyse des risques doit s'appuyer sur les principes généraux de prévention (Article L.4531. du Code du travail) qui prévoient notamment l'évitement des risques par l'entreprise (suppression du danger ou l'exposition au danger).

Les entreprises de travaux doivent définir et mettre en œuvre les moyens nécessaires pour prévenir les risques liés à son activité et respecter les dispositions prévues par la réglementation applicable en matière de sécurité et par les prescriptions spécifiques au projet.

Les travaux réalisés aux abords de l'eau doivent faire l'objet d'une analyse des risques permettant d'apprécier l'environnement matériel, technique et l'efficacité des moyens de protection existants et de leur utilisation. Cette analyse doit également permettre à chaque entreprise de définir sa propre procédure de sauvetage en cas de chute dans l'eau ou de noyade.

## ANALYSE DES PRINCIPAUX RISQUES GÉNÉRAUX

(Liste non exhaustive, à adapter et compléter par le prestataire en fonction des mesures de prévention qu'il met en œuvre)

Tâche	Risque	Mesure de prévention à mettre en œuvre par l'intervenant
Déplacements à proximité des abords de l'eau	Leptospirose (maladie propagée par l'urine des rongeurs) Maladie de Lyme (propagée par les tiques) Morsure de serpent	<ul style="list-style-type: none"> <li>► Porter des chaussures de sécurité</li> <li>► Eviter tout déplacement hors des chemins et sentiers</li> <li>► Au moins un véhicule équipé d'une trousse de secours</li> <li>► Inspection de la peau après l'intervention, notamment au niveau des zones les plus à risques de contact (bas des jambes, ventre, cou, dos) et utilisation exclusive d'un tire-tique en cas de présence d'une tique et d'un kit anti-morsures</li> </ul>
	Noyade	<ul style="list-style-type: none"> <li>► Gilets de sauvetage 150N si déplacement dans les berges</li> <li>► Connaissance des consignes de sécurité et de l'organisation des premiers secours</li> <li>► Interdire les interventions de personnel isolé.</li> </ul>
Intervention dans les abords de l'eau	Chute	<ul style="list-style-type: none"> <li>► Choisir des zones de travail où le sol est antidérapant</li> </ul>
	Noyade	<ul style="list-style-type: none"> <li>► Mise à disposition d'une bouée de sauvetage au niveau de la zone de travaux avec corde + échelle de corde</li> <li>► Personnel équipé de gilets de sauvetages lors des travaux en bordure de canal</li> <li>► Présence de gilets de sauvetages dans les engins évoluant en bordure de canal</li> <li>► Présence de brise vitre / coupe ceinture dans les cabines des engins</li> <li>► Travailleurs isolés interdits</li> <li>► Personnel équipé de chaussures de sécurité, pas de bottes</li> </ul>
	Montée des eaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>► Pompage continu vers un bassin</li> </ul>